

ÉCOLE CORANIQUE DE AÏN-EL-ARBA DE AÏN-TÉMOUCHENT

«C'est le fonds qui manque le plus»

Lancés depuis trois mois, les travaux de restauration et de confortement de l'école coranique de Aïn-El-Arba connaissent ces jours-ci, une lenteur latente en raison du nerf de la guerre qu'est l'argent.

L'école, ou plutôt l'église était dans un état d'abandon menaçant ruine, murs lézardés, toiture fissurée et servant de nids de pigeons, jusqu'au moment où certains notables et cadres de ladite ville décidèrent de rendre à cette bâtisse du siècle dernier son lustre d'antan en créant une association pour la sauvegarde de ce patrimoine historique.

L'association que préside M. Benchenine se démène comme elle peut pour

réunir les aides dont a besoin l'école pour les travaux de confortement. Ainsi, après les dons d'un bienfaiteur et la quête effectuée auprès des mosquées de la wilaya, l'association a confié les travaux de restauration à un décorateur spécialisé en œuvres d'art qui, lui-même a chargé une équipe d'effectuer les opérations de crépissage et dressage des murs de façade et la toiture. Trois mois durant, les travaux ont

englouti près de 100 millions de centimes, et d'après les membres de l'association, le montant total des travaux nécessitera quelque 500 millions de centimes, seulement le compte de cette association est vide, raison pour laquelle les responsables de cette association lancent un appel pressant aux autorités locales, au ministère des Affaires religieuses, ainsi qu'aux âmes charitables pour venir en aide à cette école coranique qui a formé près d'un million de récitants du Livre Sacré depuis sa transformation d'église

en école coranique en 2002. Actuellement, l'école abrite une vingtaine de récitants du coran, si elle recevait des aides conséquentes, elle pourrait accueillir un nombre plus important d'apprenants et pourquoi pas devenir un pôle régional dans l'enseignement des préceptes de l'Islam. Un vœu que tous les habitants de la ville de Aïn-El-Arba souhaitent pour peu que les dons relatifs à la restauration de l'école arrivent, dons qui permettent d'embellir cette importante bâtisse, berceau de savoir et de culture.

S. B.

UNIVERSITÉ DE BÉJAÏA

Colère et indignation du P/APW

Devant le malaise qui secoue l'université Abderrahmane-Mira, où 30.000 étudiants observent une grève depuis plusieurs semaines, le président de l'APW de Béjaïa est sorti de sa réserve en interpellant par le biais d'une correspondance, le premier responsable du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique pour lui faire part de sa déception quant au traitement de la crise.

«C'est avec une grande amertume que nous venons par la présente, vous exprimer notre colère quant à la légèreté avec laquelle vous abordez la situation de l'université. Si les étudiants ont fait preuve d'une haute maturité, vos services par contre, ont démontré exactement le contraire», souligne M. Hamid Ferhat au ministre dans sa lettre, avant de lui ajouter «comment expliquer alors la sourde oreille adoptée au tout début de la crise, les menaces physiques et verbales du recteur à l'endroit des étudiants, la dilution des négociations

dans les procès-verbaux fleuves et bureaucratiques, les modalités de mise en application du pseudo-accord ainsi que les poursuites judiciaires engagées à l'encontre des représentants des étudiants : laquelle représentation que vous devriez plutôt encourager ! Saviez-vous, Monsieur, que près de quatre mille étudiants ne sont pas hébergés, des centaines d'autres sont carrément exclus et la centaine de travailleurs payés depuis 2006. Sans parler d'autres conditions socio-pédagogiques inhumaines, insuffisance documentaire, alimentaire et de transport». Le président de l'APW de Béjaïa estime qu'il est urgent que les étudiants soient associés à toutes les démarches concernant leur pédagogie et leur prise en charge dans les cités et ils méritent toutes les considérations. «Cette communauté est-elle déchue de ses droits pour que ne lui soient opposés que l'intrigue, la manipulation et le mensonge ? Démocratiser l'université et faire participer les étudiants

dans la gestion de leurs œuvres ne sont-ils pas en grande partie les franchises universitaires ? Quand est-ce qu'on arrêtera leur violation et laisser l'université se replacer dans son rôle naturel d'avant-garde ?», s'interroge ce dernier. Toujours dans le même contexte, le président fraîchement réélu à la tête de l'APW a rappelé au ministre que «Abane et Ben M'hidi ont confié la révolution au peuple algérien, ces étudiants qui luttent pour leurs pleins et légitimes droits et qu'on traite à la limite du mépris et de la dignité, se devront d'être leurs fidèles descendants». En conclusion de sa missive et au regard de la gravité de la situation aux «conséquences incalculables», le P/APW a demandé, «sans délai ni détour», d'arrêter toutes poursuites, d'héberger dignement chaque étudiant, de revoir le cas des exclus, de payer les travailleurs et de prendre des sanctions exemplaires à l'encontre de tous les responsables de cette situation.

Kamel Gaci

RETARD DANS LA PERCEPTION DES PENSIONS A BOUIRA

Les victimes du terrorisme tirent la sonnette d'alarme

Lundi dernier, des dizaines de personnes affiliées à l'Organisation des victimes du terrorisme et ayants droit (Onvita) se sont déplacées au siège du cabinet du wali pour dénoncer le retard dans la perception des pensions.

D'après le coordinateur régional de l'Onvita, Mosbahi Nordine présent sur les lieux, les victimes du terrorisme et leurs ayants droit n'ont pas perçu leurs pensions depuis plus de trois mois. Cette situation est d'autant plus dramatique que pour beaucoup de personnes cette pension est leur seule source de revenus. C'est le cas de Zoulikha S. dont le mari, garde communal de son

état à Aïn-Bessem, a été assassiné par les terroristes en 1995. Depuis, seule avec sa progéniture, elle ne subsiste que grâce à cette pension. C'est le cas aussi de Khadidja B., également veuve d'une victime du terrorisme, qui demande la prise en charge par l'Etat de ses enfants sans emploi. La même demande est faite par Abbas L. dont le père, policier de son état, a été assassiné par les terroristes en 1995. «Nous sommes dix à la maison dont sept garçons mais personne parmi nous n'a trouvé d'emploi», dira Nordine A. dont le père a été assassiné à Souk-Lekhmis en 1997 pour avoir refusé de prêter aux terroristes son véhicule.

En outre, le coordinateur

de l'Onvita qui avance le chiffre de 845 adhérents au sein de l'organisation au niveau de la wilaya, rappelle l'une de leurs revendications, à savoir la demande de l'augmentation de cette pension surtout après l'érosion du pouvoir d'achat des ménages algériens due à l'augmentation vertigineuse de tous les produits de consommation. La prise en charge des malades de cette frange de la société, principalement ceux n'ayant aucun autre appui après l'assassinat du principal tuteur, pose problème. C'est le cas des deux filles de la veuve Karmi. Ses deux fillettes nécessitent une prise en charge pour le traitement de leurs yeux mais jusqu'à présent, aucune ins-

titution au niveau de la wilaya n'a daigné les écouter. Notons qu'une délégation fut reçue par le chef de cabinet. Des assurances ont été données quant à la prise en charge immédiate du problème des pensions dans les prochains quinze jours, alors que pour le problème de l'emploi et la prise en charge médicale, une rencontre entre les représentants de l'Onvita et les directeurs de wilaya concernés sera organisée incessamment. Enfin, concernant les augmentations des pensions, le chef de cabinet a expliqué aux représentants de l'organisation que cela relève du gouvernement, seul habilité à prendre des décisions et des mesures dans ce sens.

Y. Y.

SIDI-BEL-ABBÈS

Organisation de la 3^e journée de diabétologie

L'EPSP (Etablissement public de la santé de proximité) de Sidi-Bel-Abbès organise demain 10 janvier 2008 la 3^e journée de diabétologie au niveau de l'Itma.

Cette importante manifestation médicale, qui regroupera les médecins des EPSP et des EPH (Etablissement public hospitalier) de la wilaya, a été organisée sous le haut patronage du ministère de la Santé et de la Population et de la Réforme hospitalière et du wali de Sidi-Bel-Abbès.

Elle sera animée par six professeurs dont trois d'Alger et trois d'Oran, par des communicants parmi les médecins spécialistes du service d'endocrinologie et ceux du service de pédiatrie du CHU de Sidi-Bel-Abbès.

Cette journée s'inscrit dans le programme de la formation médicale continue au profit des médecins en charge de la population diabétique et hypertendue. Les thèmes portent sur le diabète et les maladies cardiovasculaires dont l'hypertension. Les communications qui porteront sur les pathologies en question seront suivies de débats et d'interventions pour une meilleure prise en charge des malades.

A. M.

Opération de démolition des enclos

Depuis dimanche dernier, l'autorité administrative assistée des services de sécurité mène une opération de démolition des locaux d'élevage greffés au tissu urbain de la localité de Taoudmout dans le Sud de la wilaya de Sidi-Bel-Abbès. Entre dimanche et lundi 35 enclos abritant des ovins et bovins ont été rasés alors que l'opération se poursuit à la grande consternation des éleveurs qui ne savent où abriter leur cheptel.

Imperceptiblement, des dizaines d'enclos ont, au fil des jours poussé comme des champignons au cœur même de la localité et ainsi le tissu urbain a accusé un sacré coup, dégradant tout à fait le cadre de vie des habitants.

Dans un souci de rétablir le schéma architectural de la ville, l'autorité administrative a mis à exécution son programme de démolition des enclos dans une atmosphère de contestation des propriétaires. D'aucuns se demandent pourquoi a-t-on décidé de raser les enclos alors qu'il était plus simple d'interdire leurs constructions tout à fait au début. Ainsi, les autorités locales se seraient bien passées d'une telle opération.

A. M.

SAÏDA

Les enseignants en grève de trois jours

Dans un communiqué dûment signé par la section syndicale UGTA du CEM Alla-Latifia l'ensemble des professeurs ont décidé de recourir à une grève de trois jours qui a déjà commencé dimanche dernier. Ce communiqué est suivi d'une pétition adressée aux instances locales de l'Ugta et au directeur de wilaya de l'éducation.

Parmi les griefs mentionnés dans le document dont nous avons reçu une copie, figurent le manque de respect du directeur envers les enseignants, le harcèlement moral, l'abus d'autorité et la suppression des cours de soutien au sein de l'établissement.

Selon les professeurs encadrés par leurs représentants syndicaux, plusieurs requêtes adressées à leur tutelle sont restées lettres mortes. Les enseignants ne supportent plus tous ces dépassements, leur patience a fini par atteindre les limites au point où le conflit a été posé devant la justice et les audiences au niveau de la sûreté urbaine de Daoudi Moussa ont déjà commencé. De son côté, le directeur de l'établissement, contacté, rejette toutes ces accusations et parle d'une manipulation. Qui dit vrai, qui dit faux ? Toujours est-il que l'élève à la veille des examens scolaires, se trouve otage de ce conflit.

M. B. Amine